

A portrait of Véronique Gaymard, a woman with long, wavy brown hair, smiling slightly. She is wearing a dark grey jacket over a patterned top and large hoop earrings. The background is a dark, textured grey.

**Véronique
Gaymard**

« Nous sommes des passeurs »

Grand reporter à RFI depuis près de 20 ans, spécialiste de l'Amérique latine, Véronique Gaymard a réalisé de nombreux reportages traitant de la situation des droits de l'homme dans les cinq continents : révolutions arabes, peine de mort, droit d'asile, enfants soldats... Chaque samedi, dans sa *Chronique des droits de l'homme*, elle donne la parole aux défenseurs, aux témoins et aux victimes qui en font l'actualité sur le terrain.

Une jeunesse marquée par l'Amérique du Sud

J'ai vécu longtemps en Amérique latine. C'est un continent qui m'a particulièrement marquée, notamment le dernier pays où j'ai vécu, l'Argentine. J'y suis arrivée fin 1982 et, début 1983, c'était la chute de la dictature. J'ai repris la fac là-bas et il y avait une effervescence dans les universités avec, par exemple, la reconstitution des syndicats d'étudiants qui avaient été complètement anéantis. J'avais déjà vécu avant dans d'autres pays d'Amérique latine, mais j'étais plus jeune. Là, j'étais étudiante, j'avais un âge peut-être plus réfléchi, plus mûr. Et j'ai effectivement pris conscience de ce que c'était que d'être privé de cette liberté-là. La liberté de parole, la liberté de se réunir, de pouvoir demander des comptes à nos gouvernants. Ça, ça a été quelque chose d'assez fort.

Parmi les étudiants, j'ai connu des personnes dont des frères ou des sœurs avaient disparu du fait des militaires ou de la guérilla. La question des disparus, c'est quelque chose qui revenait régulièrement et sur laquelle il y avait aussi un tabou : un certain nombre de familles préféraient ne pas parler de tout ça, ne pas remuer le passé. Ce sont des choses qui étaient là, mais qui restaient enfouies. Puis, il y a aussi des rencontres

avec des personnes plus âgées qui faisaient part d'un autre regard sur ce qui s'était passé.

Je pense que tout cela a été un terrain pour que je m'intéresse de près à la situation des droits de l'homme et à la façon dont, individuellement, les personnes pouvaient s'engager pour défendre justement leurs droits, leur liberté et leur sécurité.

Le choc sud-africain : une expérience décisive

Après l'Argentine, je suis revenue en France, j'ai repris des études, j'ai trouvé un boulot, mais j'avais toujours une écoute particulière sur ce qui se passait, notamment en Argentine. Il y a eu tous les procès et aussi des lois d'amnistie. Cela avait une résonance évidemment. À un moment donné, j'ai fait un choix de rupture de vie et je suis partie six mois en Afrique du Sud pour une petite boîte qui faisait des petits reportages. L'Afrique du Sud est un pays qui m'a vraiment choquée. C'était en 1995, un an après l'élection de Mandela, après l'abolition de l'apartheid. Et ça a été pour moi un choc parce que, même en Amérique latine, je n'avais jamais vu une telle ségrégation, je n'avais jamais senti une violence aussi forte du fait de la différence de couleur de peau. J'ai rencontré beaucoup de gens qui

ont beaucoup œuvré pour la lutte contre l'apartheid ; ces moments ont été très forts [...] Cette expérience de l'Afrique du Sud a été, je pense, assez décisive dans mon choix de me consacrer au journalisme à part entière et d'essayer de comprendre et d'expliquer tous ces cheminements différents d'individus, de groupes qui font évoluer et transforment leur propre société. Je suis donc arrivée à RFI en proposant des portraits de personnes que j'avais rencontrées en Afrique du Sud. À travers un portrait, on dit déjà beaucoup de choses. Très vite, j'ai commencé à faire des sujets plutôt « société », sur les femmes, l'environnement, l'immigration, qui m'ont rapidement portée vers des questions plus largement « droits de l'homme ».

Des rencontres fortes, des témoignages bruts

J'ai pu rencontrer des personnes passionnantes, qui ont combattu un certain nombre de systèmes, de violations dans leur propre pays, qui en ont payé souvent le prix fort, notamment au Cambodge, au Laos, en Argentine, au Chili... Ce n'est pas parce qu'on fait un métier objectif qu'on n'est pas émus. Je me souviens, par exemple, d'un condamné à mort japonais qui avait passé 25 ans dans le couloir de la mort et qui, finalement, avait été reconnu innocent à la suite de tests ADN qui avaient permis de casser toute sa procédure. C'est quelqu'un qui m'a beaucoup touchée par son récit et par son regard très lucide sur le système qui prévaut toujours au Japon [...] Il racontait cette torture au quotidien qui est le fait de ne pas savoir si, le jour même, on ne va pas être exécuté puisqu'on ne prévient pas les condamnés à mort au Japon. Son récit était extrêmement dur, sans fioritures. C'est le cas de nombreux récits, d'ailleurs, comme celui d'une jeune femme ougandaise enfant-soldat qui racontait son histoire de manière très crue, sans qu'on ait l'impression qu'elle ressent quelque chose de négatif par rapport à ce qu'elle avait pu faire.

La place des journalistes dans le combat pour les droits de l'homme : « Nous sommes des passeurs »

Je pense qu'en tant que journalistes, nous n'avons pas de rôle à jouer, si ce n'est un devoir de passer une information [...] On relaie les informations, les communiqués, on s'informe, on appelle les ONG, on essaie d'en savoir plus. Alors, est-ce qu'on peut dire que c'est un engagement ? Je ne sais pas [...] On n'est pas des défenseurs des droits de l'homme, mais on y est sensibles. On essaie

de raconter ce qui se passe dans le monde à nos auditeurs [...] On est des passeurs. Lorsque j'ai choisi, par exemple, de faire un sujet sur une homosexuelle ougandaise réfugiée en France dans Chroniques des droits de l'homme, il y avait une accroche d'actualité importante puisqu'il y avait une loi qui allait être signée par le président Museveni, qui durcissait la répression à l'encontre des personnes homosexuelles. Cela me semblait important de relever cette information sur une thématique qui est rejetée dans un certain nombre de pays qui écoutent RFI, d'autant que cela tombait aux alentours du 8 mars, Journée internationale de la femme. Il y a beaucoup de pays d'Afrique qui pénalisent l'homosexualité, donc je pense que c'est important d'en parler justement sur nos antennes. En France on a vu des débats assez houleux, en 2014, sur la question de la famille, du mariage pour tous. Cette thématique pouvait interpeller également en France.

Rester en alerte dans un monde toujours plus polarisé

Je pense que tout est fragile, rien n'est acquis. Même des frontières dont les tracés semblaient indiscutables entre la Russie et l'Ukraine. Je me rends en Colombie pour le deuxième tour des élections présidentielles au mois de juin : il y a effectivement des pourparlers de paix. Mais dans quelles conditions cette paix peut effectivement se mettre en place ? Au moment où des FARC, qui contrôlent un territoire, déposent des armes, sortent de ce territoire, sont démobilisés, qui va assurer l'autorité de transition ? Beaucoup de personnes ont peur que des groupes paramilitaires prennent le relais. Il faut donc toujours être vigilant, toujours garder un œil critique. Ce qui se passe au Venezuela en est aussi un exemple. On est dans une société extrêmement polarisée et ça, c'est quelque chose dernièrement qui me pose un certain nombre de questions : cette difficulté qu'ont les gens pour parler, pour s'entendre, alors qu'on parle de plus en plus de dialogue, de réconciliation, de commission de la vérité on a vu ça dans différents schémas de post-conflit. Et, à côté de ça, on a l'impression d'assister à des polarisations croissantes des sociétés : pour ou contre. Et cela jusqu'à la mort. La Syrie, l'Égypte... On a des situations où on a des déchirements, de réelles oppositions. La Centrafrique, c'est aussi dramatique. On assiste à des clivages de plus en plus meurtriers [...]

Des journalistes pris pour cibles

Deux de nos collègues ont été tués au Mali en novembre. Très récemment, des juges d'instruction ont été nommés pour travailler sur cette affaire. Cela fait déjà plus de six mois et on n'a toujours aucune information. Pourquoi ne nous dit-on pas ce qu'il s'est passé ? Pourquoi ne va-t-on pas au bout de cette affaire ? Qu'y a-t-il à cacher ? Il faut aussi être vigilant à ce sujet [...] Il y a tout un tas de situations de collègues retenus en otage parce que c'est un moyen de faire pression sur un pays ou sur une situation. Il faut continuer à raconter ce qu'il se passe sur place puisqu'aucune information ne circule. Il faut bien y aller pour rapporter l'information. Évidemment, ceux qui partent ne sont pas des têtes brûlées, ils préparent à l'avance, ils tentent de sécuriser au maximum leur accès et leur sortie. Parfois, ça ne marche pas ou ce sont leurs propres fixeurs qui les vendent à des groupes. C'est ce qu'il s'est passé à plusieurs reprises ; on est devenu des cibles. Protéger, c'est en parler.

Des victoires fragiles : « rien n'est jamais acquis »

Si on reprend l'exemple de l'Argentine, c'est vrai qu'il y a eu des victoires avec la reprise d'un certain nombre de procès, des personnes qui continuent d'ailleurs à être jugées. Il y a certainement des progrès, mais je pense que ce n'est pas linéaire. Il peut y avoir des progrès et puis, tout d'un coup, on repart en arrière. Quelque chose qui n'a pas vraiment évolué, malheureusement, et qui continue même à s'aggraver, c'est la situation des femmes et, surtout, le harcèlement sexuel, par exemple en Égypte. Je n'ai rien vécu moi-même, mais j'en ai été témoin plusieurs fois. J'ai des collègues aussi qui ont subi ce harcèlement sexuel directement. Parmi les personnes qui m'ont marquée, il y a notamment une jeune femme qui avait été arrêtée par la police militaire en mars 2011, après la chute de Moubarak, et à qui la police militaire avait fait passer des tests de virginité. C'est extrêmement humiliant. On peut dire que cela s'apparente à un viol. Cette femme a été jusqu'au bout devant la justice et a finalement été déboutée [...] Au début, j'avais l'impression qu'il y avait un gain, puisque des plaintes avaient été déposées et certaines affaires avaient avancé et puis, brusquement, reculade. C'est pareil avec la liberté d'expression. On a l'impression que ceux qui ont fait la révolution avaient

commencé à gagner un certain nombre de choses et puis, il y a eu une reculade démentielle et là, ils ont perdu sur beaucoup de tableaux. Rien n'est jamais acquis, tout est très fragile, même en France. La situation dans les prisons n'est pas brillante. La question de l'immigration, la façon dont certains de nos politiques s'expriment concernant certaines minorités dont, par exemple, les Roms. Oui, ça m'inquiète.

« Il ne faut jamais baisser les bras »

L'ACAT, comme son nom l'indique, c'est le travail de dénonciation des cas de torture, des violations des droits de l'homme dans le monde. Mais on a l'impression de voir se répéter des scènes de barbarie comme si le « Plus jamais ça ! » de l'après Seconde Guerre mondiale ne servait à rien. Il faut donc continuer à se battre pour le dénoncer parce que, mine de rien, il y a quand même des avancées : certains pays ont signé ou ratifié un certain nombre d'instruments internationaux. Ce n'est pas parce que des situations reviennent en arrière, qu'il y a des reculs sur un certain nombre de dossiers qu'il faut baisser les bras. Tous les défenseurs des droits de l'homme que j'ai croisés sur le terrain, qui vivent dans des situations où leurs propres droits se voient diminués de jour en jour, sont toujours confiants. On ne peut pas être moins confiants qu'eux. Au contraire, il faut continuer à soutenir tous ceux qui se battent au quotidien pour leur propre cas [...] Parfois, on se sent un peu dépassé par tant de barbaries, mais je crois qu'il faut continuer à en parler. Même moi, parfois, il y a des moments où je me dis : « Bon, est-ce que je ne ferais pas plutôt une chronique musique ? » parce que ce sont des récits qui sont durs. Et puis, des choses positives se passent. C'est pour ça que je dis : « Il ne faut jamais baisser les bras ». ♦